



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Convention de partenariat et de financement avec Sites & Cités Remarquables de France - Campagne de promotion touristique 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est membre de l'association « Sites & Cités Remarquables de France » au titre du label Pays d'Art et d'Histoire.

En 2019, le réseau « Sites & Cités Remarquables de France » a proposé à ses membres de participer à une campagne de promotion visant à stimuler la fréquentation touristique de chacun des territoires s'engageant dans la démarche. Cette campagne a été conduite avec l'appui technique d'Atout France, Agence de développement touristique de l'Etat, chargée de renforcer le positionnement de la destination France. Compte tenu du succès de cette campagne (plus de 120 000 visites sur le site dédié, 380 photos et 80 vidéos réalisées pour les 19 territoires participants allant jusqu'à 4.7 millions de vues), « Sites & Cités Remarquables de France » propose de renouveler cette opération pour l'été 2021.

Visant 3 marchés précis (France, Belgique francophone et Suisse romane), l'objectif de cette campagne est de promouvoir la diversité des sites et les courts-séjours dans une logique itinérante, événementielle et culturelle. Elle prendra appui sur les thématiques les plus porteuses :

- attractivité culturelle et patrimoniale de la destination,
- qualité des espaces publics et du cadre architectural,
- attractivité des offres d'hébergement et de restauration, des musées et des sites de loisirs,
- qualité des paysages.

Les principales actions sur-mesure proposées à chaque territoire participant sont :

- l'élaboration d'une stratégie marketing adaptée,
- la production de reportage photos et vidéos à usage commercial libre de droit,
- la participation à la campagne de communication et de médiation : actions numériques (site internet dédié et réseaux sociaux), accueils d'influenceurs, relations presse, partenariats commerciaux.

Cette opération, très complète dans sa proposition, permettrait d'engager la Métropole sur les actions de promotion nécessaires à la valorisation du label Pays d'Art et d'Histoire afin de positionner le territoire comme destination culturelle et patrimoniale et de renforcer son rayonnement. Elle est cohérente et complémentaire avec la labellisation Grand Site d'Occitanie.

Une convention précise les modalités de partenariat entre « Sites & Cités remarquables de France » et les territoires-membres qui s'engagent dans l'opération, ainsi que leur participation financière.

La participation financière demandée à Montpellier Méditerranée Métropole est de 10 000 € TTC pour la durée de la convention, soit 18 mois. Le versement sera effectué en une fois à la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat et de financement ;
- d'approuver la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 10 000 € TTC ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153761-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sites & Cités Remarquables de France

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.